



Rapport 2020
de Fidelity
Investments
Canada sur
l'investissement
durable

Rapport 2020 de Fidelity Investments Canada sur l'investissement durable

Le présent rapport a été fourni par Fidelity Investments Canada s.r.l. (Fidelity) à titre informatif seulement. Il comprend des exemples d'activités d'investissement durable menées par Fidelity et FIL Limited (Fidelity International) seulement et l'information est à jour à la date de publication. Le rapport peut faire référence à des critères ESG que Fidelity et Fidelity International peuvent intégrer dans leur processus de placement. Il n'est pas représentatif de toute autre approche employée par Fidelity Investments, ses sociétés et ses sous-conseillers, y compris Fidelity Management & Research Company LLC, FIAM LLC, Geode Capital Management, LLC et State Street Global Advisors Ltd. en matière de facteurs ESG, de gérance et d'investissement durable, que ce soit expressément ou d'une manière générale.

Table des matières

Préambule d'Andrew Marchese	1
Introduction	2
Les changements climatiques au cœur des préoccupations – La réduction drastique des émissions dynamisera les énergies vertes pendant des décennies	6
Sondage 2021 des analystes de Fidelity – La course à la carboneutralité est lancée	9
Le maintien d'un dialogue avec les entreprises sera encore plus important après la pandémie	12
Processus d'intervention et de vote par procuration chez Fidelity	13
L'importance du dialogue	13
Processus d'intervention et de vote par procuration chez Fidelity	14
Faits saillants sur les interventions et les votes exprimés en 2020	16
Sommaire des interventions et votes exprimés en 2020	16
Études de cas d'interventions	18
Études de cas de vote par procuration	24



Préambule d'Andrew Marchese

Bonjour,

Dès sa fondation il y a plus de 30 ans, Fidelity Investments Canada a adopté une optique de long terme plutôt que de se concentrer seulement sur les résultats à court terme. Aider nos clients à épargner pour leur retraite et pour d'autres objectifs de placement à long terme a toujours été au cœur de nos activités. Nous continuons de miser sur nos méthodes de recherche exclusives, sur l'analyse fondamentale ascendante, sur l'innovation en matière de produits et sur nos employés, et nous cultivons les valeurs et les pratiques qui nous ont permis de croître et de réussir : l'intégrité, un engagement indéfectible à l'égard du rendement et le dévouement envers nos clients.

L'incidence environnementale et sociétale des activités et de la conduite des entreprises est en train de devenir une composante à part entière de la gestion des risques de placement et de la prévision des rendements à long terme.

Pour nous, la prise en compte des aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) est un prolongement logique et naturel de l'analyse fondamentale ascendante sur laquelle repose notre philosophie de placement. L'analyse de ces aspects nous permet d'acquérir une meilleure vue d'ensemble de chaque société dans laquelle nous investissons et de mieux comprendre tous les facteurs pouvant affecter ses activités et ses paramètres fondamentaux. Par conséquent, notre équipe de recherche intègre dans son analyse les facteurs ESG qui ont une incidence importante sur le plan financier.

Nous pensons que des échanges fréquents avec nos sociétés en portefeuille constituent un moyen constructif d'exercer une influence positive sur leurs politiques et stratégies d'entreprise, d'obtenir des résultats durables et d'accroître le rendement de placement potentiel pour nos clients. C'est pourquoi nous maintiendrons le dialogue avec nos sociétés en portefeuille et, ce faisant, nous continuerons de favoriser la création de valeur à long terme.

Fidèles à nos engagements, nous sommes heureux de vous présenter, dans ce tout premier rapport annuel de *Fidelity Investments Canada sur l'investissement durable*, les démarches d'actionnariat actif que nous avons menées en 2020.

Meilleures salutations,

Andrew Marchese

Chef des placements et gestionnaire
de portefeuille de Fidelity Investments Canada

Introduction

L'investissement durable, source d'espoir pour l'après-pandémie.

Jenn-Hui Tan, chef mondial de la gérance et de l'investissement durable, dirige l'équipe de l'investissement durable de Fidelity International, société affiliée de Fidelity Investment Canada chargée de la diffusion des résultats de recherche, de la négociation et du vote par procuration. Cette équipe de spécialistes ESG tient à jour notre cadre de référence en matière de développement durable, fournit des analyses approfondies sur les enjeux ESG actuels et émergents, et soutient nos démarches d'actionnariat actif auprès des entreprises.

Nous sommes heureux de présenter le premier rapport annuel de *Fidelity Investments Canada sur l'investissement durable*, qui résume les démarches et discussions que nous avons menées en 2020 auprès des sociétés en portefeuille. Nous y abordons aussi des sujets importants comme la lutte contre les changements climatiques et la façon dont la pandémie a changé la perception des entreprises, des investisseurs et des gouvernements à l'égard du développement durable et de l'avenir.

La COVID-19 et l'intérêt pour les facteurs ESG

Avant que la pandémie ne frappe, l'intérêt pour l'investissement durable grandissait dans toutes les régions du monde, l'enjeu majeur étant, pour bien des personnes, les changements climatiques et comment y remédier. Lorsque la pandémie de COVID-19 a mis un frein à la croissance mondiale, on a pu craindre un déclin de l'investissement durable. Plusieurs sceptiques ont affirmé que ce phénomène de marché haussier avait peu de chance de rester une priorité alors que des pans entiers de l'économie luttaient pour se maintenir à flot.

La suite leur a donné tort. La pandémie a propulsé les questions ESG sur le devant de la scène à une vitesse inattendue. C'est l'aspect social qui a reçu le plus d'attention, notamment le bien-être des employés et la responsabilité sociétale des entreprises en cette période de crise mondiale. Les priorités des entreprises, des ménages et des gouvernements ont radicalement changé.

Par exemple, lorsque la pandémie mondiale a été déclarée, le géant des produits de luxe LVMH a réorganisé ses lignes de production de parfum pour fabriquer du désinfectant pour les mains qui, comme les parfums, contient de l'alcool. Ford a réaménagé ses installations de production de coussins gonflables pour fabriquer des masques destinés à réduire la propagation de l'infection. En Australie, Qantas Airways a profité de son partenariat avec le géant du commerce de détail Woolworths pour remettre au travail des employés en chômage technique, redirigeant une main-d'œuvre vitale vers un service essentiel.

Les entreprises durables résistent mieux à la crise

Au lieu de maximiser leurs profits à court terme, ces entreprises ont mis leur savoir-faire et leurs ressources au service de la collectivité, souvent à leurs frais. Les entreprises capables de s'adapter rapidement protègent ainsi leur marque et leur gagne-pain et devraient pouvoir saisir les occasions de croissance, une fois la pandémie sous contrôle.

Un nombre croissant de données montrent que les entreprises ayant des normes ESG rigoureuses sont plus résilientes, ont généralement un coût du capital moins élevé et peuvent offrir de meilleurs rendements à long terme. Avant et durant la crise, les entreprises ayant une cote ESG élevée ont été plus performantes, selon une étude de Fidelity¹. Nous avons utilisé les cotes ESG exclusives à Fidelity qui ont été déployées au cours de la dernière année pour évaluer le rendement des actions et obligations mondiales durant cette courte période.

En mars 2020, pendant l'épisode de forte volatilité, alors que les marchés financiers du monde entier connaissaient une fuite de capitaux, les fonds ESG ont continué d'enregistrer des flux entrants. Les investisseurs, aussi bien les particuliers, les sociétés que les gros propriétaires d'actifs, favorisent de plus en plus les entreprises qui affichent un bon dossier social, climatique et de gouvernance.

¹ *Distancer une crise : viabilité et performance du marché*

Grands thèmes ESG et perspectives



Grands thèmes ESG en 2020

La pandémie de COVID-19 a bouleversé la marche du monde. Tandis que le climat restait une priorité dans de nombreuses régions, où les gouvernements étaient exhortés à favoriser une reprise économique plus verte, de nombreux pays et entreprises se concentraient bien évidemment sur la préservation des vies humaines et la protection des moyens de subsistance. Dans ce contexte, nos entretiens avec les entreprises ont pris encore plus d'importance, car ils permettaient de vérifier que leurs modèles d'affaires étaient durables, dans tous les sens du terme.

Pour 2020, notre priorité climatique était d'encourager les entreprises à divulguer leurs émissions de niveau 1, 2 et 3 (émissions directes liées à l'exploitation et à l'utilisation d'énergie, émissions indirectes liées à l'énergie que l'entreprise achète et consomme, et toutes les autres émissions indirectes pouvant être établies dans sa chaîne de valeur) et à fixer des cibles mesurables en vue d'une décarbonation.

Nous sommes également intervenus sur certains thèmes sociaux comme le bien-être des employés et nous avons cherché à comprendre comment les entreprises adaptent leur modèle d'affaires pour renforcer leur mission sociale. Nous avons créé un guide des pratiques exemplaires à l'intention des gestionnaires de portefeuille et des analystes de Fidelity pour les aider à interroger les entreprises sur la manière dont elles gèrent les relations avec les parties prenantes et préservent l'efficacité du conseil d'administration dans ce contexte de pandémie.

De plus, il était important de trouver des façons de s'attaquer aux inégalités découlant de la pandémie et de la récession qui s'en est suivie : les mesures de relance

profitent généralement aux propriétaires d'actifs financiers, pas aux travailleurs. Les énormes disparités de revenus entraînent inévitablement des changements abrupts, plutôt que progressifs, ce qui peut être préjudiciable.

Après plusieurs séries d'échanges fructueux en 2019, nous avons continué de surveiller l'évolution des chaînes d'approvisionnement alors que le monde, qui donnait la priorité à un faible rapport coût-efficacité avant la pandémie, valorise aujourd'hui la résilience. Il se pourrait que l'on rapproche les lieux de production des lieux de consommation et que les coûts de main-d'œuvre augmentent. Enfin, la pandémie nous a obligés à transférer bon nombre de nos activités en ligne et, face à l'utilisation croissante de la reconnaissance faciale et de l'intelligence artificielle (IA), nous avons réfléchi à de nouvelles façons de responsabiliser les géants mondiaux du Web en matière d'éthique numérique.

Ce que nous réserve l'avenir

Au moment d'écrire ces lignes, le déploiement des vaccins a commencé dans le monde et le redémarrage des économies se dessine. Il semble que les entreprises reportent leur attention sur leurs priorités antérieures à la pandémie comme les placements de croissance, les rendements des actionnaires et les fusions et acquisitions. Cela dit, la pandémie de COVID-19 et les changements climatiques sont des enjeux planétaires qui continueront de bousculer notre mode de vie. Les mesures prises en réponse à la pandémie ont surtout été nationales ou régionales, mais pas mondiales. Face aux dommages économiques, de nombreux gouvernements ont compris que l'on ne peut pas continuer sur cette voie. Si la nécessité est mère d'invention, nous voici confrontés à la mère de toutes les nécessités.

Trois thèmes ESG à surveiller en 2021

L'investissement durable met l'accent sur les thèmes qui prendront de l'importance en raison des besoins de l'humanité. Fidelity entend surveiller de près trois thèmes particuliers parmi d'autres en 2021 et par la suite : **éthique numérique, climat et capital naturel, et bien-être des employés.**



Éthique numérique

Pour beaucoup, les outils numériques ont été une planche de salut durant la pandémie, mais ils ont aussi exacerbé les inégalités économiques. Ils ont créé un fossé entre ceux qui ont accès à des occasions numériques et ceux qui n'y ont pas accès, y compris dans un même pays. Il revient donc aux décideurs politiques, aux entreprises et aux investisseurs de faire de l'accessibilité numérique une priorité en 2021 et par la suite. En 2021, nous surveillerons les aspects que nous jugeons les plus cruciaux : la protection des renseignements personnels, la désinformation, la fraude en ligne, le bien-être en ligne et l'éthique de la conception des systèmes d'IA. Jusqu'ici, les efforts de réglementation se sont concentrés sur les trois premiers aspects, mais nous pensons que le bien-être et la conception gagneront en importance.

Climat et capital naturel

Le climat est l'enjeu majeur de notre époque. Sans une réduction rapide des émissions de carbone, il sera de plus en plus difficile, voire impossible, d'éviter les effets climatiques catastrophiques qui affectent radicalement notre mode de vie, et les conséquences financières, à elles seules, seront immenses. Nous encourageons la décarbonation de plusieurs façons, notamment en utilisant notre système exclusif d'attribution de cotes de durabilité pour repérer les entreprises exposées au risque climatique et en participant à des initiatives mondiales comme Climate Action 100+, qui encourage les gros émetteurs de GES à adopter des modèles d'affaires plus durables. En 2021, nous accentuerons nos efforts afin de déterminer les risques posés par la perte de capital naturel. La pandémie de COVID-19 est peut-être une conséquence de la destruction de milieux naturels, ce qui nous rappelle les effets que peut avoir la perte de capital naturel sur nous.

Bien-être des employés

Le bien-être des employés a pris une nouvelle importance lorsque la pandémie a éclaté, plusieurs entreprises tâchant de protéger leurs travailleurs et leurs activités. En 2021, des pressions s'exerceront sur les entreprises, qui devront s'impliquer davantage, non seulement en ce qui a trait au bien-être de leurs travailleurs, mais aussi envers la collectivité et les individus qui participent à leur chaîne d'approvisionnement souvent complexe. En 2020, la gestion de la chaîne d'approvisionnement a été un thème clé. En 2021, nous comptons poursuivre la discussion sur les contrôles menés auprès des fournisseurs pour détecter d'éventuelles pratiques inadéquates ou criminelles.

On peut regrouper tous ces sujets sous le thème de la gouvernance d'entreprise. Pour accroître la durabilité des entreprises en portefeuille, Fidelity interviendra sur nos thèmes fondamentaux de 2021 et sur les questions soulevées par nos analystes.

Les changements climatiques au cœur des préoccupations – La réduction drastique des émissions dynamisera les énergies vertes pendant des décennies

Le monde doit réduire drastiquement les émissions de carbone pour éviter les effets les plus graves des changements climatiques. Plus facile à dire qu'à faire. Il s'agit de mettre fin à plus de 150 années de hausse des émissions de gaz à effet de serre et d'atteindre les objectifs de carboneutralité d'ici 30 ans.

Et cela coûtera environ 144 000 milliards de dollars, soit près de sept fois le PIB annuel des États-Unis². Cela dit, l'urgence de la décarbonation offre aux énergies renouvelables et aux technologies à faibles émissions de carbone la possibilité de croître pendant des décennies.

Environ 37 milliards de tonnes de gaz à effet de serre ont été émises en 2019³. Ensuite, la pandémie de COVID-19 s'est déclarée et les usines ont fermé, les avions ont été cloués au sol et les populations ont été confinées. Malgré les restrictions les plus draconiennes de l'histoire moderne imposées sur la mobilité humaine, la réduction des émissions mondiales de CO₂ n'a été que de 89 % au premier semestre de 2020⁴.

Par où commencer?

Malheureusement, il n'existe pas de solution miracle offrant une réduction de 100 % instantanée. Nous pouvons toutefois prendre des mesures dès aujourd'hui, par exemple en remplaçant les centrales au charbon et les carburants à base de pétrole par les meilleures solutions faiblement carbonées à notre disposition. L'installation d'éoliennes réduit de 93 % les émissions (comparativement aux usines alimentées par des combustibles fossiles)⁵. L'électrification réduira de plus de 50 % les émissions de chaque automobile pour son cycle de vie. Du côté des poids lourds, les piles à hydrogène peuvent réduire de 87 % les émissions de carbone⁶. Le burger sans viande réduit les émissions de 90 % et la viande produite en laboratoire les réduit de 78 %. L'isolation à elle seule peut diminuer de moitié les émissions associées aux bâtiments⁷.

De nombreuses technologies, comme celles utilisées pour les énergies solaire et éolienne, sont économiques, même sans subventions. D'autres nécessitent d'importants investissements publics et privés pour rivaliser avec les technologies fortement carbonées, plus économiques. Pour atteindre les objectifs de décarbonation de l'Accord de Paris, il faudra mettre les bouchées doubles dans tous les domaines. Donc même si les valorisations des sociétés du segment des énergies éolienne et solaire semblent élevées aujourd'hui, nous sommes convaincus que, pour nombre d'entre elles, les prévisions de croissance à long terme se concrétiseront largement.

2 Goldman Sachs, *Carbonomics*, octobre 2020.

3 « CO₂ Emissions Will Break Another Record in 2019 », *Scientific American*, décembre 2019. www.scientificamerican.com/article/co2-emissions-will-break-another-record-in-2019.

4 « Near-Real-Time Monitoring of Global CO₂ Emissions Reveals the Effects of the COVID-19 Pandemic », *Nature News*, Nature Publishing Group, octobre 2020. www.nature.com/articles/s41467-020-18922-7.

5 Estimations de Fidelity International, à partir de données de Siemens/Vestas.

6 Ben Sharpe, « Zero-emission tractor-trailers in Canada » (Conseil international pour un transport propre, 2019).

7 *Rapport d'impact 2019 de Tesla et Volkswagen*. <https://www.volkswagen-newsroom.com/en/stories/co2-neutral-id3-just-like-that-5523>. « Carbon Brief ». <https://www.carbonbrief.org/factcheck-how-electric-vehicles-help-to-tackle-climate-change> and Environmental Protection Agency (EPA). <https://www.epa.gov/greenvehicles/greenhouse-gas-emissions-typical-passenger-vehicle>. Lee, Elgowainy et Kotz, « Life-Cycle Implications of Hydrogen Fuel Cell Electric Vehicle Technology for Medium and heavy trucks » 2018; « Meatless burger and Beyond Meat burger » <https://quantis-intl.com/heres-how-the-footprint-of-the-plant-based-impossible-burger-compares-to-beef>. *Beyond Burger Life Cycle Assessment*, septembre 2018.

Le prix du carbone augmentera. Selon les estimations de la Banque mondiale, il faudra que le prix du carbone soit entre 2,5 et 5 fois plus élevé d'ici 2030 pour que les objectifs de réduction des émissions prévues dans l'Accord de Paris soient atteints. Dans le passé, les systèmes de plafonnement et d'échange de carbone ont été controversés à cause de la « fuite » de carbone. Ce phénomène survient lorsqu'un pays applique une tarification du carbone, ce qui fait augmenter le coût des biens qui sont produits dans le pays et entraîne l'importation de biens plus abordables, produits dans un pays qui n'a pas de système de tarification du carbone. Malgré ce risque, un élargissement des marchés du carbone se dessine et, à mesure que de nouveaux pays adhéreront à ces marchés, leur efficacité augmentera. Cela pourrait dynamiser la croissance des entreprises des énergies vertes, le coût des énergies « brunes » augmentant.

La Chine, qui s'est engagée à atteindre la neutralité carbone, s'apprête à déployer un programme national de plafonnement et d'échange du CO₂ qu'elle a lancé à titre de projet pilote en 2014. Son incidence a été limitée jusqu'ici à cause de la faiblesse du prix du carbone, mais cela devrait changer, car le prix augmente. De plus, un tel programme national en Chine pourrait inclure des secteurs qui représentent, selon les estimations, 20 % des émissions mondiales d'ici 2030, ouvrant la porte à une décarbonation de grande ampleur. Les États-Unis pourraient lui emboîter le pas, sous l'impulsion du nouveau gouvernement. Le programme de plafonnement et d'échange de l'Union européenne vise les émissions des centrales électriques et d'autres usines, mais il pourrait être étendu à d'autres secteurs. Pour éviter la fuite de carbone, le Pacte vert pour l'Europe propose un mécanisme d'ajustement des émissions carbone aux frontières qui obligerait les importateurs à payer pour leurs émissions.

La décarbonation à grande échelle est porteuse de formidables occasions. Ce sont les technologies à faibles émissions de carbone existantes qui pourraient bénéficier le plus des investissements nécessaires pour atteindre le premier seuil de 50 % de décarbonation, soit 1 000 milliards de dollars par an, selon Goldman Sachs. Cela inclut les énergies renouvelables, l'automatisation des secteurs industriels et agricoles, les bâtiments efficaces, l'infonuagique (dont l'empreinte carbone est de 50 % à 80 % inférieure à celle des centres de données sur place)⁸, les produits de remplacement du lait et de la viande, les matériaux légers et les plateformes de vente de produits d'occasion.

Une fois les technologies existantes pleinement adoptées, un investissement supplémentaire d'environ 3 800 milliards de dollars par an destiné à de nouvelles solutions sera nécessaire pour combler l'écart⁹. Le développement de certaines technologies, comme l'hydrogène vert et le captage du carbone, est encore en phase de démarrage; d'autres n'ont pas encore été inventées. Nombre d'entre elles auront besoin d'électricité renouvelable.

Les investissements annuels moyens injectés dans les énergies solaire et éolienne dépasseront 400 milliards de dollars par an (en vue d'atteindre l'objectif de 1,5° -2,0°) pendant des décennies¹⁰. De plus, si les énergies solaire et éolienne, renforcées par les capacités de stockage des batteries et de l'hydrogène vert, remplacent toute la production des usines thermiques d'aujourd'hui, bénéficient d'une hausse de la demande due à la croissance démographique et à l'émergence de la classe moyenne, et alimentent le parc mondial de véhicules électriques, la demande pour ces énergies atteindra des niveaux environ 17 fois supérieurs aux niveaux actuels¹¹.

8 Livre blanc 2018 de Microsoft sur le bilan carbone de l'infonuagique.

9 Goldman Sachs, octobre 2020. Cette estimation du coût de la décarbonation utilise les prix actuels de technologies émergentes comme l'hydrogène vert, mais à mesure que leur utilisation augmentera, les coûts devraient baisser.

10 Estimations de BP et analyse de Bernstein.

11 Estimations de BP et analyse de Bernstein.

Il faut ajouter à cela l'électrification du chauffage domestique, la fabrication d'hydrogène vert pour remplacer le gaz naturel et la réduction des émissions dans les secteurs difficiles à décarboner comme l'acier, le ciment et l'ammoniac. Une fois ces ressources comptabilisées, la demande potentielle en énergies solaire et éolienne atteint des niveaux plus de 25 fois supérieurs aux niveaux actuels¹².

L'hydrogène a connu plusieurs faux départs. Toutefois, comme le coût des énergies renouvelables continue de baisser et que l'hydrogène vert commence à être produit à grande échelle, cela pourrait réduire, d'ici dix ans, les émissions de carbone que l'on croyait jusqu'ici impossibles à freiner. Sur les 70 millions de tonnes d'hydrogène produites aujourd'hui, seulement un petit pourcentage (1 %) est de l'hydrogène vert (c'est-à-dire produit à l'aide d'électricité renouvelable)¹³. Toutefois, si les projections voulant que l'hydrogène vert réponde à un quart de la demande d'énergie mondiale d'ici 2050 sont justes¹⁴, sa production pourrait augmenter pour atteindre environ 700 millions de tonnes.

La décarbonation est un défi dont l'ampleur est inédite dans l'histoire de l'Humanité. Toutefois, les entreprises qui le relèvent ont devant elles une période de croissance de 30 années, qui dépasse même la révolution Internet. Si les investissements sont suffisamment ambitieux et si les technologies actuelles et futures sont pleinement adoptées, la transition vers une économie faiblement carbonée peut devenir une réalité. Nous ne parviendrons peut-être pas à la carboneutralité aussi vite que nous l'espérons, mais nous pouvons nous en approcher grandement.

12 AIE. « *Renewables 2020* » - Analyse - 2020. <https://www.iea.org/reports/renewables-2020>.

13 Wood Mackenzie, « *The Future for Green Hydrogen*, octobre 2019. <https://www.woodmac.com/news/editorial/the-future-for-green-hydrogen/>.

14 Bloomberg, *New Energy Finance*, octobre 2020.

Sondage 2021 des analystes de Fidelity – La course à la carboneutralité est lancée

Le Sondage 2021 des analystes de Fidelity prend le pouls de nos analystes qui tiennent chaque année des milliers de réunions avec des décideurs d'entreprises. Ces résultats se veulent un indicateur de la confiance des entreprises et des tendances à venir.

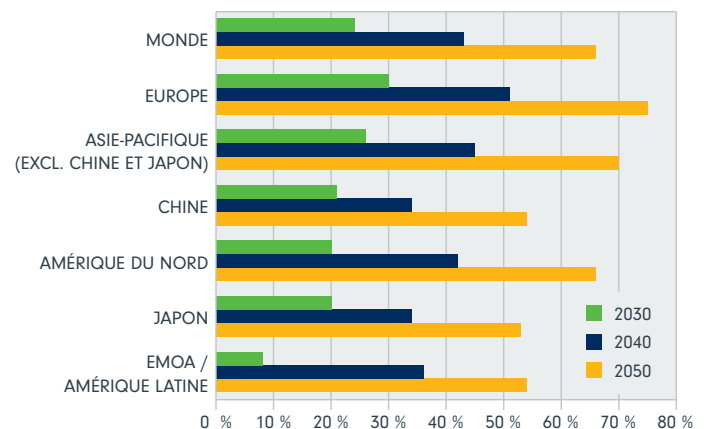


La course à la carboneutralité est lancée. Selon les analystes de Fidelity, près du quart des entreprises mondiales évaluées par Fidelity disent qu'elles seront carboneutres d'ici la fin de cette décennie. À plus long terme, les analystes estiment que 43 % des entreprises atteindront la neutralité carbone d'ici 2040 et 66 % d'ici 2050.

Pour y parvenir, elles devront réduire drastiquement leurs émissions de niveaux 1, 2 et 3 (émissions directes liées à l'exploitation, émissions indirectes liées à l'énergie que l'entreprise achète et consomme, et toutes les autres émissions indirectes pouvant être établies dans sa chaîne de valeur). À plus long terme, les analystes estiment que 43 % des entreprises atteindront la neutralité carbone d'ici 2040 et 66 % d'ici 2050.

Comme nos prévisions reposent sur les plans actuels des entreprises, nous nous attendons à ce qu'elles soient révisées à la hausse lorsque la réglementation sera plus sévère, que de nouveaux PDG prendront les rênes et que les bonnes pratiques ESG deviendront un minimum pour attirer les capitaux des investisseurs.

Graphique 1 – L'Europe mène la course à la carboneutralité, mais toutes les régions peuvent accélérer le pas.



Ce graphique présente les réponses à la question « Selon vous, quel pourcentage des entreprises seront carboneutres (niveaux 1, 2 et 3) d'ici 2030, 2040 et 2050? »

Nous pensons que les entreprises européennes sont les plus avancées; nos analystes estiment que 30 % des entreprises seront carboneutres d'ici 2030. Cela montre à quel point le thème du développement durable est ancré dans la région. Selon le Sondage 2020 des analystes de Fidelity International, c'est encore une fois en Europe que les analystes constatent une augmentation des activités ESG dans une majorité d'entreprises. « Les facteurs ESG sont toujours mentionnés lors de mes discussions avec les entreprises, précise un analyste des matériaux de base pour l'Europe. Les rares fois où je ne pose pas de question à cet égard, l'entreprise aborde le sujet à la fin de la réunion. »

Les États-Unis pourraient rattraper l'Europe au chapitre du développement durable.

Les autres régions pourraient finir, elles aussi, par combler l'écart. La nouvelle Administration américaine a été élue, entre autres, pour son ambitieuse plateforme de lutte aux changements climatiques, qui vise la décarbonation de la production d'électricité aux États-Unis d'ici 2035.

Les sociétés nord-américaines accordent une place grandissante au développement durable. La proportion d'analystes qui ont noté un intérêt accru pour les enjeux ESG dans la majorité des entreprises qu'ils suivent est passée à 58 %, contre 49 % l'année dernière. Les changements apportés par la nouvelle Administration américaine soutiendront ces efforts, mais il reste encore du chemin à parcourir. « La sensibilisation aux enjeux ESG est encore considérablement en retard aux États-Unis par rapport à l'Europe », a déclaré un analyste du secteur financier pour l'Amérique du Nord. L'écart s'est creusé en 2020. »

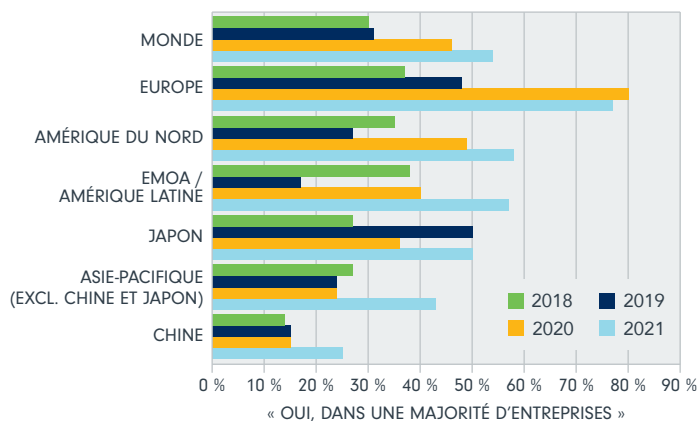
Cela est peut-être dû à un changement récent des règles américaines qui dissuade les gestionnaires de placements d'inclure des facteurs non financiers (ESG notamment) dans leurs décisions. Beaucoup s'attendent à ce que la situation change et à ce que les enjeux de développement durable fassent partie intégrante de l'obligation fiduciaire des gestionnaires envers leurs clients.

Quelque 25 % des analystes de Fidelity qui couvrent la Chine signalent un intérêt croissant pour les facteurs ESG dans la majorité des entreprises; ce pourcentage tournait autour de 15 % au cours des trois années précédentes. Cette hausse est peut-être due à l'objectif de neutralité carbone que s'est fixé la Chine pour 2060.

Il y a encore beaucoup à faire. Par exemple, 68 % de nos analystes pour la Chine ne prévoient aucune augmentation de l'information liée aux objectifs de développement durable des Nations unies au cours des 12 prochains mois, alors que le taux moyen est de 34 % pour les analystes qui suivent les autres régions. Les facteurs ESG ne sont généralement pas au centre des préoccupations, selon un analyste du secteur industriel chinois. « Les entreprises publient peu d'information à ce sujet n'en parlent que si on aborde la question. »

Cela confirme les observations d'une étude de Fidelity montrant que les sociétés chinoises répondent aux questions des investisseurs sur les facteurs ESG, mais que la production de rapports sur le développement durable n'est pas une pratique généralisée dans le pays¹⁵.

Graphique 2 – Les facteurs ESG gagnent en importance partout.



Ce graphique présente les réponses à la question « Dans les sociétés que vous suivez, avez-vous noté une tendance à adopter et à publier des politiques ESG au cours de la dernière année? »

15 Rapport de Fidelity International sur la gérance, intitulé *Building Solid Foundations* (en anglais seulement), 2020.

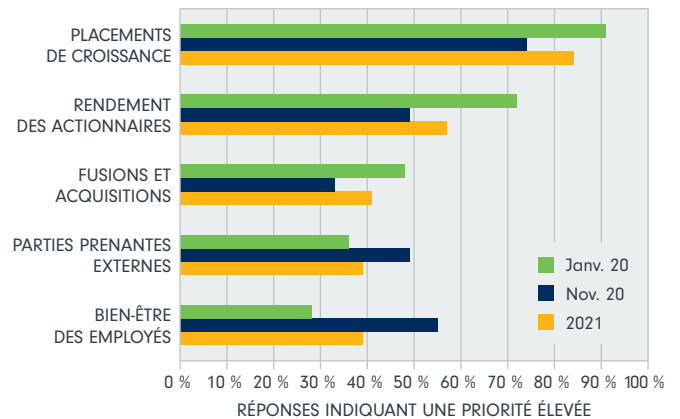
Retour des priorités antérieures à la pandémie.

La dernière année a radicalement changé bien des choses, y compris dans les entreprises. Durant l'année, nous avons surveillé les changements de priorités au sein des entreprises. Lors du sondage de novembre 2020, nous avons demandé à nos analystes de classer les priorités des sociétés qu'ils suivent et de les comparer avec celles de janvier 2020. Les réponses montrent que les facteurs sociaux comme le bien-être des employés et les parties prenantes externes ont pris de l'importance durant la pandémie.

Lors du sondage annuel de 2021, nous avons demandé à nos analystes de classer les mêmes priorités des entreprises pour l'année à venir. Pour 2021, les réponses indiquent un retour des priorités antérieures à la pandémie, c'est-à-dire les placements de croissance, les rendements des actionnaires et les fusions et acquisitions, alors que les facteurs sociaux perdent du terrain.

Il semble donc que les stratégies ESG des entreprises soient fortement influencées par les politiques gouvernementales, le comportement des investisseurs et le discours actuel. Parmi les facteurs ESG, l'environnement devrait revenir au cœur des préoccupations lorsque la crise de la COVID-19 se résorbera, mais le sondage laisse croire que les facteurs sociaux resteront importants, notamment parce que les risques liés au climat ont des répercussions grandissantes sur les populations et révèlent les inégalités sociales.

Graphique 3 – Le bien-être des employés perd du terrain.



Ce graphique présente les réponses à la question « Selon vous, quelles seront les priorités des entreprises que vous suivez pour les 12 prochains mois? »

Le maintien d'un dialogue avec les entreprises sera encore plus important après la pandémie.

Les résultats du sondage 2021 des analystes de Fidelity donnent des raisons de se réjouir... et de s'inquiéter.

Bon nombre d'entreprises commencent à prendre leurs objectifs d'émissions de carbone au sérieux, et deux tiers d'entre elles visent la neutralité carbone d'ici 2050. En Amérique du Nord et en Chine, les entreprises accordent plus de place aux facteurs ESG et rattrapent leur retard de longue date par rapport à l'Europe au chapitre de la durabilité. En tant qu'investisseurs actifs, notre travail consiste à nous engager envers les entreprises pour obtenir des résultats concluants.

Les changements réglementaires sont l'un des principaux leviers. Le sondage montre l'impact réel de l'objectif de carboneutralité de la Chine pour 2060 et un changement de cap de l'Administration américaine. Les lois dictent la voie aux entreprises.

Cependant, les progrès sont inégaux. La réglementation varie d'un territoire à l'autre et ne couvre pas tous les aspects du développement durable qui nous intéressent, en tant qu'investisseurs. Le bien-être des employés, une priorité absolue à la fin de l'année dernière, perd du terrain face aux préoccupations prépandémiques comme les placements de croissance et les fusions et acquisitions.



Des résultats encourageants, mais le sondage révèle les aspects du développement durable sur lesquels il nous faudra insister auprès des entreprises lors du déconfinement.

Processus d'intervention et de vote par procuration chez Fidelity

L'importance du dialogue

De nombreux gestionnaires de placements affirment que le dialogue est important. Chez Fidelity, c'est un élément clé de notre démarche. Premièrement, le dialogue actif fait partie intégrante de notre stratégie d'investissement. On sait aujourd'hui que les risques non financiers, comme ceux liés aux facteurs ESG, peuvent avoir un impact financier significatif sur une entreprise au fil du temps.

Deuxièmement, nous prenons au sérieux notre rôle de gestionnaire d'actifs, d'une part vis-à-vis de nos clients, d'autre part, à l'instar de nos sociétés en portefeuille, vis-à-vis de la collectivité dans laquelle nous exerçons nos activités. C'est pourquoi un dialogue continu et approfondi est, selon nous, le meilleur moyen d'avoir une influence positive sur le comportement des entreprises. Les discussions que nous entretenons avec les entreprises en portefeuille sont le fruit d'une mûre réflexion, l'objectif étant d'améliorer les résultats pour les diverses parties prenantes, y compris les employés et les fournisseurs, et d'accroître la valeur sociale et commerciale à long terme de l'entreprise concernée.

On peut intervenir auprès des entreprises de plusieurs façons, par exemple en communiquant directement avec la direction et les administrateurs ou en utilisant efficacement le vote par procuration et les résolutions d'actionnaires pour provoquer le changement au sein d'une entreprise. Cela ne se fait pas toujours isolément. De temps à autre, nous nous associons à d'autres actionnaires.

Les échanges avec la direction nous permettent d'exprimer toutes nos préoccupations concernant l'empreinte environnementale de l'entreprise, sa structure de gouvernance ou l'impact de ses activités sur la collectivité. Ce dialogue est le seul moyen pour nous de détecter les risques et les occasions qui ne figurent pas au bilan d'une entreprise.

L'équipe de l'investissement durable collabore avec les gestionnaires de portefeuille et les analystes pour déterminer les problèmes les plus pressants et les objectifs d'intervention, et assure un suivi des progrès réalisés. Les entreprises peuvent être ciblées pour des interventions sur la base de certains facteurs, y compris sa cote ESG, que la cote soit exclusive ou qu'elle provienne de tiers, ou parce que l'entreprise fait l'objet de controverses ou est exposée à des risques commerciaux spécifiques.



Processus d'intervention et de vote par procuration chez Fidelity

REPÉRER LES OCCASIONS DE DIALOGUE

Nous entretenons un dialogue permanent avec la direction des sociétés dans lesquelles nous investissons. Au moins deux fois par an, nos gestionnaires de portefeuille et analystes tiennent ensemble des réunions formelles avec ces entreprises. Par ailleurs, nous échangeons avec les entreprises dans des circonstances particulières comme celles-ci :

- controverse ou événement défavorable (p. ex. un cas de mauvaise gouvernance);
- entreprises signalées par nos analystes, lors de l'attribution des cotes de durabilité (exclusives à Fidelity), comme étant de bonnes candidates pour des discussions relatives au développement durable (p. ex. : exposition à des risques pour la durabilité);
- l'équipe de l'investissement durable peut mener des interventions thématiques sur un enjeu particulier comme la gestion de la chaîne d'approvisionnement;
- les émetteurs peuvent demander notre avis concernant un point de gouvernance ou un événement (p. ex. : une fusion ou une acquisition) avant son annonce;
- participation à une coalition d'investisseurs (p. ex. Climate Action 100+).

NOS INTERVENTIONS

Lorsqu'une intervention nous paraît nécessaire, nous pensons que la meilleure approche est d'établir un dialogue constructif avec l'entreprise pour expliquer

nos convictions et nos attentes, et pour l'encourager à réorienter ses stratégies à long terme. Fidelity étant connue pour son optique de long terme axée sur les paramètres fondamentaux et pour ses relations de longue date avec les émetteurs du monde entier, nous estimons être bien placés pour exercer notre influence afin de promouvoir les pratiques axées sur la durabilité. C'est pourquoi, pour provoquer le changement, il est souvent préférable, selon nous, de nouer le dialogue avec les entreprises que de les exclure de nos portefeuilles.

Notre processus d'intervention se veut clair et transparent; les éléments suivants sont fixés dès le début :

- enjeux clés : thèmes pour lesquels l'entreprise doit démontrer une amélioration (p. ex. changement climatique)
- objectif : résultat attendu (p. ex. réduction de l'intensité carbone)
- objectifs intermédiaires : signes montrant que l'entreprise s'efforce de réaliser l'objectif dont nous lui avons parlé (p. ex. détermination d'une cible de réduction des émissions de carbone)
- indicateurs de performance clés (IPC) : il est important d'associer des IPC mesurables aux objectifs intermédiaires
- échéancier : délai au terme duquel on peut raisonnablement s'attendre à une amélioration
- état : mesure ponctuelle des progrès (p. ex. : aucun progrès, quelques progrès ou objectifs atteints)

NOS MODES D'ÉCHANGES AVEC LES ENTREPRISES

Réunions et correspondance formelle avec l'entreprise

Résolutions d'actionnaires

Dialogue axé sur la collaboration

Vote par procuration

Politiques gouvernementales

SUIVI DES PROGRÈS

Il est tout aussi important de suivre l'avancement des démarches que de les démarrer, car il faut évaluer les changements et vérifier si les objectifs intermédiaires et finaux ont été atteints. Nos analystes, gestionnaires de portefeuille et spécialistes de l'investissement durable documentent tous les échanges qui ont eu lieu avec les entreprises au moyen d'une plateforme centralisée, accessible à toute l'équipe des placements. Cette transparence permet à l'équipe de se familiariser avec les divers secteurs, thèmes et catégories d'actifs, ce qui enrichit nos connaissances. Nos démarches peuvent avoir divers échéanciers selon l'importance et l'urgence de l'enjeu ESG, et les résultats (ou l'absence de résultats) de nos interventions sont compilés par nos analystes dans notre système de cotes de durabilité.

INTERVENTIONS THÉMATIQUES

Outre les démarches menées au cas par cas, nous intervenons aussi sur des enjeux de développement durable qui touchent plusieurs entreprises ou secteurs. Pour ce faire, nous nous appuyons sur notre programme d'actions thématiques, qui vise à accélérer l'avancement d'enjeux ESG prioritaires qui touchent plusieurs de nos sociétés en portefeuille. À chaque thème sont associés des objectifs finaux et intermédiaires, qui font l'objet d'un suivi. Notre stratégie d'actions thématiques ESG se concentre sur des thèmes de développement durable qui, selon nous, offrent un fort potentiel d'amélioration du rendement; par exemple, les facteurs ESG qui ont une incidence financière élevée ou qui font l'objet d'un fort intérêt de la part des législateurs. Nos thèmes de l'année 2020 sont présentés ci-dessous.

THÈMES DE NOS INTERVENTIONS EN 2020

Financement de la lutte contre les changements climatiques

Protéines animales

Durabilité de la chaîne d'approvisionnement

Production responsable d'huile de palme

Rapports d'entreprise sur le développement durable

COMMENT NOUS EXERÇONS LES DROITS DE VOTE

L'exercice des droits des actionnaires, y compris le droit de voter et de s'exprimer et faire des propositions, peut accroître le rendement des placements et réduire le risque qui y est associé au fil du temps. Nous cherchons dans la mesure du possible à exercer notre droit de vote à l'égard de tous les titres de participation que nous détenons. Dans de rares cas, il arrive que nous décidions de ne pas voter si nous jugeons que le coût de l'exercice du droit de vote dépasse les avantages. Nous tenons aussi compte de la situation particulière de la société détenue et des pratiques exemplaires en vigueur sur le marché local. Notre approche et notre politique en matière d'exercice du droit de vote sont conformes à l'ensemble des lois et règlements applicables et sont compatibles avec les objectifs de placement des différents portefeuilles.

L'équipe d'investissement durable est chargée de surveiller les éventuels conflits d'intérêts liés aux votes par procuration. Lorsqu'un fonds investit dans plus d'une partie à une transaction, nous agissons toujours dans l'intérêt du fonds. En cas de conflit d'intérêts, nous suivons les recommandations d'Institutional Shareholder Services (ISS), qui est notre conseiller en matière de vote par procuration, et en l'absence de recommandation, nous nous abstenons de voter.

Nous encourageons les conseils d'administration à consulter les investisseurs au préalable plutôt que de risquer un rejet de leurs résolutions lors de l'assemblée générale. Selon la taille de notre investissement, si nous sommes en désaccord avec le conseil d'administration, nous cherchons à engager le dialogue avec le conseil dès que possible pour essayer de résoudre nos différends.

Faits saillants sur les interventions et les votes exprimés en 2020

Dans le présent rapport, les données et exemples présentés se rapportent strictement aux actifs gérés par Fidelity Gestion d'actifs (Canada) s.r.i. (qui a été fusionnée avec Fidelity Investments Canada s.r.i. le 1^{er} janvier 2021) en 2020.

Sommaire des interventions et votes exprimés en 2020

SOMMAIRE DES INTERVENTIONS

En 2020, nous sommes intervenus auprès de 107 entreprises sur des enjeux ESG lors de réunions ponctuelles ou de téléconférences avec les présidents de conseil, des administrateurs indépendants et des conseillers principaux. Au cours de la même période, notre équipe d'analystes a abordé diverses questions avec les sociétés qu'elle suit lors de plus de 2 100 réunions.

> 100

sociétés sensibilisées

> 450

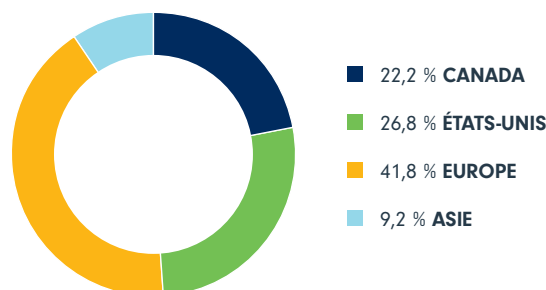
assemblées d'actionnaires
où nous avons voté

> 2 100

réunions avec des
entreprises

Interventions liées aux facteurs ESG par région

Nous sommes intervenus dans différentes régions : 22 % des réunions ont eu lieu au Canada, 27 % aux États-Unis, 42 % en Europe et 9 % en Asie.



SOMMAIRE DES VOTES EXPRIMÉS

L'équipe de l'investissement durable a analysé 456 assemblées d'actionnaires de 2020 (5 349 points à l'ordre du jour) et les sujets soumis au vote. Les tableaux ci-dessous présentent la répartition des votes de Fidelity, par région et par sujet, pour la période visée.

Tableau : Rejet des résolutions de la direction, par catégorie et par région

Catégorie	Canada	É.-U.	Europe	Asie	Autre*	Grand total
Conseil d'administration	9	9	12	10	0	40
Structures de capitaux			10		0	10
Rémunération	22	37	57		2	118
Affaires courantes	2		13	2	0	17
Propositions d'actionnaires	6	58	8		0	72
Stratégie/restructuration				1	0	1
Prise de contrôle	11			1	0	12
Grand total	50	104	100	14	2	270

* Moyen-Orient et Afrique, Océanie et le reste des Amériques.

Fidelity a appuyé toutes les résolutions de la direction pour 67 % des assemblées qui ont été analysées. Fidelity a rejeté une ou plusieurs résolutions de la direction pour 33 % des assemblées qui ont été analysées. Fidelity a exercé les droits de vote à l'égard d'une ou de plusieurs résolutions soumises à un vote lors de toutes les assemblées en 2020.

Pourcentage d'assemblées où au moins une résolution de la direction a été rejetée

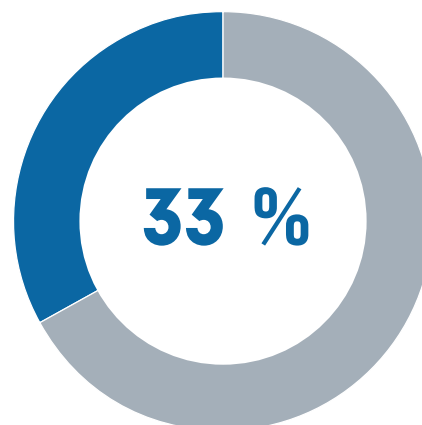


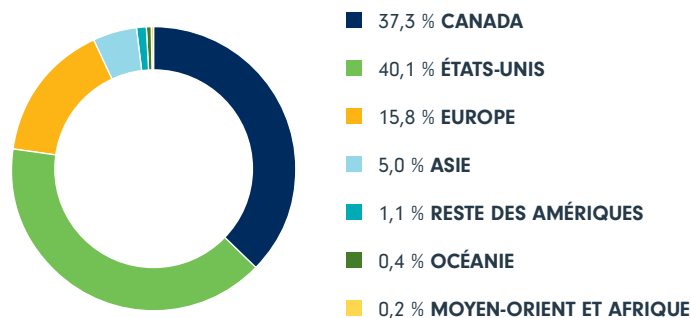
Tableau : Exercice du droit de vote de Fidelity dans les différentes régions

	Appuie la direction	N'appuie pas la direction	Abstention**	Refus de voter**	Aucune action	Grand total
Canada	1 907	40		10	11	1 968
États-Unis	1 848	100		4	4	1 956
Europe	1 043	83	17			1 143
Asie	215	14				229
Autre*	51	2	0	0	0	53
Grand total	5 064	239	17	14	15	5 349

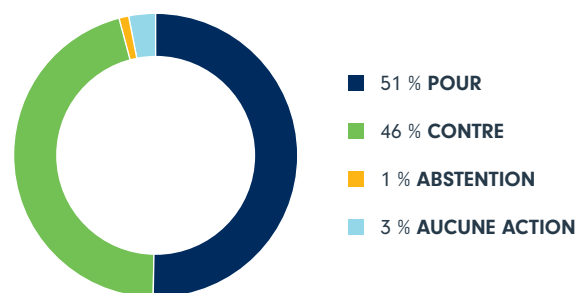
* Moyen-Orient et l'Afrique, l'Océanie et le reste des Amériques.

** Ces exemples mettent en évidence des moments où nous nous sommes abstenus ou avons refusé de suivre la recommandation de la direction.

Sommaire des assemblées par région d'actionnaires



Votes exprimés à l'égard des propositions



Études de cas d'interventions et de votes exprimés en 2020

L'actionnariat actif est extrêmement important pour Fidelity, en tant que gestionnaire des avoirs de nos clients et en tant qu'investisseur actif. Les entretiens et l'exercice des droits de vote sont des outils que nous utilisons pour aider les entreprises à adopter des politiques leur permettant d'obtenir des rendements durables et de créer de la valeur pour diverses parties prenantes. Vous trouverez dans cette section des exemples détaillés de nos interventions et des votes que nous avons exprimés en 2020.

Études de cas d'interventions

AMÉRIQUE DU NORD



Canada : Société de transport

Thème : changements climatiques

Dans le cadre du programme annuel d'actionnariat actif de l'entreprise, l'analyste a tenu une téléconférence avec les membres du conseil d'administration et le président du comité des risques et de la durabilité. Nous avons notamment parlé de l'approche de la société en matière de lutte contre les changements climatiques, lesquels affectent déjà ses actifs. L'entreprise mène actuellement une analyse de scénarios en vue d'élaborer des stratégies d'atténuation et d'adaptation. La société a amélioré ses pratiques de divulgation de l'information au cours de la dernière année, a réalisé un inventaire de ses émissions de niveau 3 et a réaffirmé son engagement à publier l'information conformément aux recommandations du GIFCC (Groupe de travail sur la divulgation de l'information financière relative aux changements climatiques) en 2021. L'entreprise s'est aussi engagée à adopter un objectif de réduction des émissions fondé sur la science d'ici 18 mois. De nouvelles technologies sont à l'étude, comme les trains alimentés par des batteries ou à l'hydrogène et les véhicules hybrides, mais elles ne sont pas encore viables. Nous avons encouragé l'entreprise à ancrer la rémunération variable des cadres à de tels objectifs.



Canada : Société minière

Thème : durabilité de l'environnement, changements climatiques

Des membres de l'équipe de placement, notamment l'analyste des actions et l'analyste en investissement durable, ont échangé avec la société minière sur des questions de développement durable. Bien que l'entreprise ait été impliquée dans plusieurs controverses pour ses pratiques environnementales et sociales, l'équipe considère que la plupart de ces controverses sont chose du passé et que la société s'est employée à les résoudre. Elle a mis en œuvre une nouvelle stratégie en matière de développement durable, qui devrait consolider son permis d'exploitation. Certaines de ses activités à l'étranger demeurent controversées. L'entreprise a toutefois pris des mesures pour réduire le volume de sédiments déversés dans les cours d'eau.

Nous avons interrogé la société sur ses intentions concernant la réduction de ses émissions de carbone. Un membre du conseil a confirmé que le conseil entend investir dans les nouvelles technologies lorsqu'elles seront disponibles, en particulier dans les pays où la dépendance aux combustibles fossiles est forte. Bien qu'elle ne soit pas en mesure d'annoncer un objectif de neutralité carbone, l'entreprise s'efforce d'accroître sa consommation d'électricité issue d'énergies renouvelables et de réduire celle d'électricité issue de centrales à charbon et d'atteindre son objectif de réduire de 10 % (par rapport aux niveaux de 2018) ses émissions de GES d'ici 2030. L'entreprise appuie les recommandations du GIFCC (Groupe de travail sur la divulgation de l'information financière relative aux changements climatiques) et révisera son analyse de scénarios en 2021.



Canada : Détaillant de produits alimentaires

Thèmes : composition du conseil d'administration, rémunération des cadres, santé et sécurité, rapports ESG

En octobre, les analystes des actions et de l'investissement durable de Fidelity, et d'autres membres de l'équipe de placement, ont rencontré des représentants de la société pour parler de développement durable, notamment de gouvernance. L'entreprise a souhaité connaître les positions de Fidelity concernant le renouvellement du conseil (mandat et limites d'âge), les cibles de représentation et l'analyse ESG.

Nous avons confirmé que Fidelity est favorable aux limites de mandats, pour assurer l'indépendance des administrateurs, mais nous n'avons pas précisé de limite d'âge. Les femmes représentent 31 % des membres du conseil, ce qui cadre avec le pourcentage d'au moins 30 % souhaité par Fidelity. L'entreprise se dit prête à évaluer d'autres aspects de la diversité au sein du conseil.

Actuellement, la rémunération des cadres prévue dans le RILT (régime d'intéressement à long terme) est liée à des objectifs de RCP et à la croissance du BPA par rapport à un groupe de pairs. L'entreprise envisage d'intégrer des critères ESG dans la rémunération des cadres, mais elle n'a pas encore déterminé les critères qui seraient les plus pertinents.

Le détaillant a publié un rapport contenant des objectifs ESG pour la période 2016-2020, mais l'examen de ces objectifs en vue de leur intégration dans un nouveau plan quinquennal a été retardé par la pandémie. L'entreprise s'appuie sur des contrôles internes pour gérer les risques environnementaux et sociaux liés à sa chaîne d'approvisionnement. Pour ce segment, nos principaux critères ESG sont, entre autres, les émissions de carbone, les emballages, le gaspillage alimentaire et la sécurité des produits; nous demandons un suivi de ces critères dans le plan de responsabilité d'entreprise, qui a été révisé. Nous avons abordé les questions du gaspillage alimentaire et des emballages. Les efforts de l'entreprise sont satisfaisants pour ce qui est du gaspillage alimentaire, mais elle pourrait relever ses objectifs pour les emballages.

Nous avons aussi parlé des répercussions ESG de la pandémie. Le conseil croit que la crise a démontré le talent de l'équipe de direction de l'entreprise. Durant la pandémie, elle n'a pas fermé ses magasins, ses

services étant considérés essentiels. Pour ce qui est de la sécurité des travailleurs, l'entreprise a installé des panneaux de plexiglas dans plus de 600 magasins en une seule semaine, elle s'est procuré des EPI, a engagé des personnes pour l'accueil et mis en place un nettoyage toutes les heures. La crise a été pénible et complexe, mais elle a eu un effet rassembleur; les relations avec les syndicats se sont améliorées et tout le monde s'est concentré sur la continuité du service et la sécurité de tous.



Canada : Société industrielle

Thèmes : stratégie de durabilité, santé et sécurité, impacts environnementaux et sociaux des activités

Un analyste en investissement durable de Fidelity, un analyste des actions et deux gestionnaires de fonds d'actions ont tenu une téléconférence avec le chef des finances de la société pour parler de l'approche de développement durable de l'entreprise, en particulier de la façon dont elle s'attend à voir cet aspect stratégique se développer à court terme.

L'entreprise consacre d'importantes ressources à l'amélioration de sa divulgation de l'information relative aux facteurs ESG et à sa stratégie en matière de durabilité. Elle cherche à embaucher un expert en développement durable, qui dirigera les travaux dans ce domaine; un de ses mandats sera d'améliorer la collecte de données. Elle compte se doter d'IPC et d'objectifs d'ici peu.

Nous avons mentionné la cote ESG décevante que lui ont attribuée des agences tierces et elle a reconnu qu'il lui faut améliorer sa communication de l'information. Elle estime toutefois que ces agences ne comprennent peut-être pas bien son modèle d'affaires et qu'elles ne cherchent pas toujours le dialogue pour valider leurs conclusions.

L'entreprise attache beaucoup d'importance à la santé et à la sécurité, estimant qu'il est très important de promouvoir une culture de la sécurité dans le cadre de ses activités. Depuis l'installation de caméras pour tous les chauffeurs salariés de l'entreprise, l'entreprise a constaté une réduction du taux de blessures et a pu cerner les points importants à améliorer. Pour illustrer son efficacité dans ce domaine, elle a raconté que lorsqu'elle a acquis une autre société il y a quelques années, les dossiers de sécurité de celle-ci étaient quatre fois moins bons que les siens, mais que, après deux ou trois ans, en adoptant sa culture en matière de sécurité, la société acquise a réussi à ramener son taux de blessures à un niveau comparable au sien.



États-Unis : Société de services financiers

Thèmes : COVID-19, changements climatiques

Fidelity a tenu une conférence téléphonique avec la société pour discuter de son approche en matière de durabilité et de communication de l'information.

Du côté des changements climatiques, la société a créé un groupe interfonctionnel, qui réfléchira à la manière dont on peut définir des objectifs fondés sur la science. Toutefois, elle ne compte pas être une pionnière dans ce domaine. Pour ce qui est des facteurs ESG, elle nous a parlé de son cadre de contrôle préalable et du dialogue avec ses clients et d'autres parties prenantes. La société a cessé de financer les entreprises dont le chiffre d'affaires provient en grande partie de mines à déplacement de sommet. Elle a réduit sa présence dans le secteur du charbon, notamment à la suite d'interventions menées par ses parties prenantes.

Du point de vue de l'exploitation, la société était assez bien positionnée pour composer avec l'impact de la crise de la COVID-19. Elle dit faire partie des rares entreprises dont les centres d'appels peuvent fonctionner à distance et ses employés en succursale travaillent une semaine sur deux. Elle n'a mis aucun employé au chômage technique.

Au chapitre de la responsabilité sociale, la société s'intéresse aux projets axés sur la justice sociale. Elle s'est engagée à injecter une somme importante dans des initiatives qui favorisent l'avancement économique des Afro-Américains et des communautés à revenus faibles ou modestes.



États-Unis : Société de technologie

Thèmes : changements climatiques, durabilité de l'environnement, composition du conseil

En décembre, nos analystes en investissement durable ont demandé à Intel de faire le point sur ses initiatives ESG. Nous avons examiné des aspects clés de son plan d'intervention en réponse à la COVID-19, qui est piloté par la direction et supervisé par le conseil d'administration. Les aspects clés sont notamment les employés (en télétravail, pour la plupart), les clients (partenariat avec des entreprises pour l'analyse et l'équipement) et la collectivité (EPI pour les travailleurs de la santé et initiative technologique de 50 M\$ en réponse à la pandémie).

Pour présenter son approche en matière de durabilité, l'entreprise nous a d'abord parlé de la transformation de son modèle d'affaires. Elle entend notamment réduire l'énergie consommée par les centres de données et

encourager une conception durable des PC. Cette transformation numérique crée des occasions, mais aussi des défis. L'entreprise a avoué que l'un de ses défis réside dans la nécessité d'accélérer la réduction des émissions tout en continuant de croître (en 20 ans, elle a réduit ses émissions de 30 %).

Elle a récemment fixé et publié ses objectifs ESG pour 2030. Ces objectifs, qu'elle estime ambitieux, portent notamment sur le mieux-être des employés, les droits de la personne dans sa chaîne d'approvisionnement, la diversité et l'inclusion au sein de son personnel et de ses fournisseurs, et l'accessibilité. Elle compte également utiliser une énergie 100 % renouvelable dans tous ses sites de production et réduire d'encore 10 % (en termes absolus) ses émissions de niveau 1 et 2. Elle vise un « enfouissement zéro » de ses déchets et la mise en œuvre de stratégies d'économie circulaire pour 60 % de ses déchets.

Pour ce qui est de la gouvernance, elle a parlé de la composition actuelle du conseil et a souhaité connaître notre avis sur des questions de rémunération. Huit nouveaux administrateurs indépendants (le conseil compte dix membres) ont été admis depuis 2016; 30 % des membres sont des femmes et 30 % sont des personnes de couleur. En 2020, elle a modifié son programme annuel de primes au rendement, ajoutant des objectifs opérationnels rationalisés et renforçant les indicateurs ESG.

Nous avons parlé de sa démarche d'inclusion numérique. Jusqu'ici, les programmes de l'entreprise en la matière se concentraient sur les filles de l'école intermédiaire dans les STIM, parce que c'est à cet âge que la participation des filles a tendance à décliner. L'entreprise a lancé le programme d'IA pour les jeunes, qu'elle pilote dans 10 pays et qui vise à former 30 millions de jeunes dans le domaine de l'IA d'ici la fin de la décennie.



États-Unis : Société de technologie

Thèmes : protection des renseignements personnels, IA, rapports ESG

En décembre, Fidelity a assisté à une présentation virtuelle sur le développement durable destinée aux investisseurs, animée par la société. Les questions avaient été posées à l'avance et les réponses ont été données lors de la présentation. Malgré le côté peu interactif de la réunion, la société nous a communiqué de l'information utile sur certains facteurs ESG importants. La réunion comportait un bref bilan sur les questions de gouvernance et une discussion approfondie sur la protection des données et les problèmes liés à l'IA.

La société se concentre sur la protection des données personnelles et se considère comme un chef de file en matière de transparence dans ce domaine. Elle a affirmé que la confidentialité est une valeur fondamentale dans toutes ses activités. Ses trois principes sont de 1) protéger les données des utilisateurs; 2) les utiliser de manière responsable; et 3) donner aux utilisateurs le contrôle de leurs données (et faciliter ce contrôle). L'entreprise s'est dite en faveur de lois et règlements en matière de protection des données intelligentes.

La société a répondu à des questions sur les risques associés à la réglementation, aux biais en IA et à la reconnaissance faciale. Le chef de la direction a déclaré être en faveur d'une réglementation. L'entreprise estime que le Règlement général sur la protection des données constitue un solide point de départ en matière de gouvernance. Elle a à cœur d'intégrer des principes d'équité (un de ses principes fondamentaux en matière d'IA) dans la conception.

Lorsque nous avons demandé si la société comptait publier un rapport ESG conforme aux normes du SASB, ses représentants ont indiqué qu'elle fournit déjà de nombreux rapports en lien avec le développement durable, certes sous diverses formes et dans différentes sections de son site Web. Elle a indiqué qu'elle figure au palmarès de CDP pour la sixième année d'affilée et estime satisfaisante aux recommandations du GIFFCC (Groupe de travail sur la divulgation de l'information financière relative aux changements climatiques).



États-Unis : Société de services Internet

Thèmes : cadre de référence et rapports ESG, gouvernance, durabilité de l'environnement

En décembre, les analystes des actions et de l'investissement durable de Fidelity ont rencontré l'entreprise pour discuter de son nouveau programme ESG, établi en 2020. La société a mené une analyse de l'importance relative en août 2020 et amorcé le dialogue avec des agences de notation comme MSCI, ISS, etc., le but étant de se doter d'un cadre de référence ESG avant la fin de 2020 et de publier son premier rapport ESG en 2021. Les échanges avec les agences de notation ont porté fruit, car ils ont permis la révision de ses cotes tout au long de 2020 (p. ex. MSCI a relevé sa cote deux fois).

L'entreprise s'est employée, entre autres, à améliorer sa gouvernance et sa responsabilité sociale d'entreprise. Le conseil d'administration supervise directement un comité exécutif ESG, qui se réunit une fois par trimestre et qui, à

son tour, supervise un comité directeur ESG composé de responsables fonctionnels provenant de toute l'entreprise. Le comité de nomination conseille aussi les administrateurs sur les questions ESG. Les caractéristiques du conseil d'administration et la rémunération sont axées sur les pratiques exemplaires. Par exemple, huit administrateurs sur neuf sont indépendants (le chef de la direction étant l'exception). Les indicateurs de performance et les périodes d'acquisition des droits ont été révisés. Indépendamment de leur sexe et de leur origine ethnique, les employés bénéficient de la parité salariale, qui est bien documentée.

Toutefois, actuellement, cela est vrai seulement pour les employés situés aux États-Unis (79 % du personnel de l'entreprise). L'entreprise publie de l'information robuste en ce qui a trait au sexe. L'entreprise publie de l'information robuste en ce qui a trait au sexe et à l'origine ethnique de ses employés aux divers échelons (stagiaires, personnel technique et non technique, dirigeants). Mise à part l'amélioration habituelle à apporter à la proportion de femmes à des postes techniques (seulement 19), les chiffres actuels montrent une amélioration et sont raisonnables, dans l'ensemble.

L'entreprise nous a fait part de ses initiatives environnementales, qui n'en sont qu'en phase de démarrage et sont donc moins avancées que celles en lien avec la sécurité des données, la protection des renseignements personnels et la cybersécurité. Les efforts environnementaux semblent plutôt minces et généraux, principalement axés sur la collecte d'information et la publication de renseignements sur les activités courantes. Nous avons mentionné que c'était un bon début, mais qu'il faudrait quantifier les données et fixer des cibles quantifiables. L'entreprise a tenu à expliquer sa vision de la sécurité des données et de la protection des renseignements personnels; elle a présenté ses diverses méthodes et détaillé cinq évaluations distinctes qu'elle a effectuées pour attester de la sécurité de son environnement TI.

L'entreprise devrait publier son tout premier rapport complet et entièrement consacré aux facteurs ESG d'ici l'été 2021.

ASIE



Japon : Fabricant de produits chimiques

Thèmes : changements climatiques, rapports ESG, gouvernance

En janvier, l'équipe de l'investissement durable de Fidelity a échangé avec l'entreprise au sujet de sa cote

ESG décevante et de ses projets d'amélioration. Nous avons expliqué que, bien que l'entreprise ait ajouté de la valeur à ses produits ces dix dernières années, cette amélioration ne s'est pas reflétée dans le cours de son action à cause de certains problèmes liés à la faiblesse de sa cote ESG. L'entreprise a reconnu que cette cote est surtout attribuable à l'insuffisance de ses divulgations en matière de sécurité des produits chimiques et d'émissions de carbone, au peu d'empressement de la haute direction à échanger avec les investisseurs et à certaines questions de gouvernance d'entreprise. Elle a promis de s'employer énergiquement à résoudre ces problèmes. En mars, nous avons discuté avec le chef de la direction, dont c'était la première réunion avec des investisseurs, et nous avons à nouveau recommandé plus de transparence à l'égard des facteurs ESG.



Corée : Fabricant de pièces automobiles

Thèmes : gouvernance, durabilité, chaîne d'approvisionnement

L'équipe de l'investissement durable et l'équipe de placement ont amorcé le dialogue avec la société en envoyant par courriel une liste de questions à son équipe des relations avec les investisseurs. L'entreprise a fourni une réponse détaillée par écrit, qui indiquait l'arrivée de deux administrateurs étrangers en mars 2020 et des changements importants au sein du conseil d'administration, notamment la création d'un comité de gouvernance et d'un comité de rémunération, l'obligation de soumettre les transactions majeures à l'examen du comité de gouvernance avant de les soumettre au conseil d'administration, la remise aux administrateurs d'un avis de convocation et de documents détaillés quatre jours avant une réunion du conseil et la mise en place de programmes d'accueil appropriés pour ses administrateurs indépendants.

Bien qu'elle ait d'importantes activités à l'étranger, sa gestion des questions de durabilité est centrée sur la Corée. Par ailleurs, son programme de réduction des émissions de carbone vise à atteindre, plutôt que dépasser, l'objectif fixé par le gouvernement et ses plans d'action pour ce faire sont imprécis. Sa gestion des déchets dans le pays est efficace, bien que surtout attribuable aux règlements adoptés par le gouvernement. La gestion des questions de main-d'œuvre dans sa chaîne d'approvisionnement à l'étranger doit être réexaminée. Elle dispose d'un seul code de conduite pour tous ses fournisseurs et aucun dispositif n'est en place pour en assurer l'application.

Nous comptons suivre ces questions de près et proposer des façons d'améliorer les pratiques de gouvernance.

EUROPE



Royaume-Uni : Société de services financiers

Thème : changements climatiques

Des analystes du secteur bancaire et des membres de l'équipe de l'investissement durable de Fidelity ont échangé avec la société concernant sa vision des services bancaires responsables, en particulier à propos d'une résolution d'actionnaire portant sur les changements climatiques, présentée par Share Action. Ces échanges ont eu lieu en plusieurs étapes, la banque ayant pris des mesures en réponse à la proposition de Share Action. La première réunion portait principalement sur l'entreprise elle-même, sur ses objectifs et son approche ESG. Ensuite, les réunions (auxquelles participait le président du conseil d'administration) se sont concentrées sur le nouveau plan de l'entreprise en matière de lutte contre les changements climatiques. La société a pris des mesures importantes pour répondre aux exigences de la proposition de Share Action et a déposé sa propre proposition sur les changements climatiques, qui était similaire, mais présentait des différences notables. À l'issue de ce dialogue, l'entreprise a fait un grand pas en avant.



Royaume-Uni : Société minière

Thèmes : changements climatiques, COVID-19, rémunération des cadres, gouvernance

Un analyste de l'investissement durable, un analyste fondamental et un conseiller principal en gouvernance de Fidelity ont tenu une téléconférence avec le président du conseil d'administration pour parler des répercussions opérationnelles de la pandémie, des émissions de niveau 3, de la rémunération des cadres et de la composition du conseil.

Le président du conseil ne prévoit pas de fortes perturbations de l'exploitation. Un des projets de l'entreprise connaît des retards en Asie. Le président du conseil prévoit certaines perturbations de l'approvisionnement au cours des prochains mois et le retard de certains composants aura un effet domino sur les projets de la société.

Pour ce qui est des intentions de celle-ci de divulguer l'information sur ses émissions de niveau 3 et de définir des objectifs de réduction dans ce domaine, le président

du conseil a indiqué que des mesures plus proactives sont mises en place, mais il a émis des doutes quant à la définition de cibles pour une chose que l'entreprise ne peut pas contrôler : ses émissions de niveau 3 proviennent surtout de la fusion du fer chez ses clients. L'entreprise travaille avec les fabricants d'acier pour réduire les émissions de carbone liées à la fusion. Le président du conseil espère que la COP26 (conférence des Nations unies sur le climat) permettra de clarifier la voie vers une économie à faibles émissions de carbone. L'entreprise est déjà bien avancée pour ce qui est de l'application des recommandations du GIFCC (Groupe de travail sur la divulgation de l'information financière relative aux changements climatiques). De plus, elle répartit l'information par catégories d'actifs, ce qui fait d'elle une pionnière en la matière sur le marché.

Une nouvelle politique de rémunération sera mise en place en 2021. Le président du conseil prévoit que les incitatifs à long terme resteront liés au rendement total des actionnaires et que les nouveaux indicateurs ESG seront associés à la portion à court terme de la rémunération. Il nous a informés de l'arrivée de trois administrateurs, prévue pour cette année. Le comité de nomination a travaillé d'arrache-pied pour choisir les bons profils; il a analysé plus de 200 CV et a réussi à trouver les compétences dont le conseil estime avoir vraiment besoin (géopolitique, technologie).



Italie : Société de services financiers

Thèmes : stratégie de durabilité, occasion ESG, capital humain, gestion de la chaîne d'approvisionnement

Un analyste en investissement durable et un gestionnaire de portefeuille de Fidelity ont tenu une visioconférence avec la société à propos des initiatives de développement durable mises en œuvre au cours des 12 derniers mois. La société s'est employée à structurer, mettre en œuvre et exécuter sa stratégie de durabilité. Elle a dit s'être beaucoup concentrée sur les points à améliorer, signalés par les principaux fournisseurs de données. Elle estime que ses échanges avec les investisseurs et les agences de notation l'ont aidée à concevoir son analyse de l'importance relative et sa stratégie de durabilité.

Ces six derniers mois, l'entreprise s'est employée à enrichir sa gestion du capital humain au moyen de programmes de formation et de sondages de satisfaction, à lutter contre la corruption en adoptant de nouvelles politiques et en misant sur les programmes de formation existants et à obtenir d'importantes

certifications telles que l'ISO 27001. La question de la diversité est également devenue une priorité et 60 % des personnes embauchées l'année dernière sont des femmes. L'entreprise cherche également à se fixer des objectifs en matière de proportion hommes-femmes. Les efforts déployés en gestion du capital humain commencent à porter fruit puisqu'un sondage de satisfaction des employés, mené à l'échelle de l'entreprise, montre une amélioration (la satisfaction est passée de 80 % à 86 % sur un an).

L'entreprise a récemment mis l'accent sur la chaîne d'approvisionnement et a intégré des critères ESG dans son évaluation des fournisseurs, même si ses risques sont limités dans ce domaine. Pour développer cet outil de sélection de fournisseurs, elle a utilisé sa vaste base de données pour créer un logiciel sur les PME, qu'elle compte commercialiser.

En ce qui a trait à l'occasion ESG, la nouveauté la plus intéressante est son offre ESG exclusive. La société est en train de concevoir une cote ESG, qu'elle compte intégrer à son offre de notation de crédit.

Sur le plan environnemental, l'entreprise cherche à gérer et à réduire ses émissions de niveau 1 et 2, qui sont déjà faibles étant donné la nature de ses activités. Elle priorise deux grands domaines : l'achat d'électricité issue d'énergies renouvelables et la décarbonation de sa flotte de véhicules pour les employés. L'entreprise travaille également à l'évaluation de ses émissions de niveau 3 et à l'établissement d'objectifs de réduction tournés vers l'avenir.



Suisse : Société minière

Thème : changements climatiques, rémunération des cadres

Au premier trimestre, Fidelity a eu deux réunions sur les enjeux ESG avec la société, auxquelles ont participé le président du conseil d'administration et le chef du développement durable de l'entreprise. Le système interne de cotes de durabilité de Fidelity a révélé des risques liés aux mines de charbon de la société, à la santé et la sécurité et aux relations avec la collectivité. Les réunions ont donc surtout porté sur ces questions. Durant la réunion avec le président du conseil, qui portait surtout sur l'adoption d'une politique de rémunération des administrateurs, Fidelity a encouragé le conseil à lier une part importante des primes d'encouragement des dirigeants à des enjeux ESG importants. Nous avons aussi parlé de la stratégie du groupe en ce qui a trait au charbon et des risques liés au financement et à la mobilisation de capitaux.



Études de cas de vote par procuration

États-Unis : Société de services financiers

Thèmes : financement de la lutte contre les changements climatiques, gouvernance

Fidelity a appuyé deux propositions d'actionnaires lors de la récente assemblée générale annuelle de cette société de services financiers diversifiés.

Nous avons voté pour la séparation des fonctions de président du conseil et de chef de la direction, estimant que cela améliore la gouvernance. De plus, cette proposition était non contraignante et précisait que la séparation des fonctions pourrait se faire à l'arrivée du prochain chef de la direction; la société n'était donc pas tenue d'apporter des changements immédiats.

Nous avons aussi appuyé une proposition demandant la publication d'un rapport sur les changements climatiques. Sur son site Web et dans plusieurs rapports, la société publie de l'information sur ses politiques, ses pratiques, ses méthodes de contrôle et ses indicateurs de rendement liés à la gestion des risques en matière de changements climatiques, mais elle ne divulgue pas les émissions de GES liées à ses activités de prêt, qui sont de loin sa contribution la plus significative aux changements climatiques ou ne semble pas faire un suivi de ces émissions. De plus, l'entreprise ne s'est pas fixé de cibles en matière d'émissions de GES.

Lors de notre entretien avec elle, la société a expliqué que le principal problème est l'absence d'une méthode de calcul uniforme pour les émissions financées. Elle n'est donc pas encore prête à publier un tel rapport, mais elle a réaffirmé son soutien à l'égard de l'Accord de Paris.

Les sociétés financières d'envergure mondiale qui ont une empreinte carbone importante devraient, selon nous, se doter des moyens nécessaires pour indiquer où se situe leur portefeuille de prêts par rapport aux objectifs de l'Accord de Paris. L'établissement de cibles concrètes pour devenir une entreprise carboneutre deviendra probablement une pratique exemplaire dans le secteur.

Étant donné les lacunes de la banque en la matière et le rôle important qu'elle joue dans le financement du secteur des combustibles fossiles, il serait bénéfique, selon nous, que les actionnaires disposent de renseignements supplémentaires sur ses intentions concernant l'alignement des émissions de GES qu'elle finance et celles liées à son exploitation avec l'Accord de Paris et la réduction des risques liés aux changements climatiques. Nous avons donc appuyé la proposition.

À l'AGA de 2020, aucune de ces propositions n'a été adoptée. Avec un soutien de 41 %, la proposition de séparation des deux fonctions a été rejetée de peu; la proposition demandant la publication d'un rapport sur les changements climatiques a été appuyée par 15 % des actionnaires.



Italie : Société de services financiers

Thèmes : rémunération des cadres

Un analyste et un gestionnaire de portefeuille de l'équipe de l'investissement durable de Fidelity ont discuté avec des membres des Affaires juridiques et des Relations avec les investisseurs de la société à propos de l'ordre du jour de l'AGA.

Nous avons beaucoup échangé avec l'entreprise au sujet de son régime d'intéressement à long terme (RILT); nous avons voté contre ce régime pendant plusieurs années parce que la période d'acquisition des droits (trois ans) ne satisfait pas à notre exigence minimale, qui est de cinq ans. L'entreprise a parlé des améliorations apportées en 2019 comme le plafonnement des primes, une meilleure divulgation des IRC utilisés pour les primes et le RILT, et l'adoption d'IPC en matière de durabilité pour le chef de la direction. La nouveauté la plus importante est l'ajout d'une clause au RILT, en vertu de laquelle le directeur général doit conserver 50 % des actions acquises dans le cadre du RILT jusqu'à la fin de son mandat; à la suite de cette modification, nous estimons que le régime satisfait à nos directives relatives au vote.

Fidelity a donc voté en faveur de tous les points à l'ordre du jour, qui ont tous été adoptés lors de l'AGA. La politique de rémunération a été appuyée par 84 % des actionnaires.

Royaume-Uni : Société de services financiers

Thèmes : changements climatiques

À l'AGA de 2020, les actionnaires se sont prononcés sur deux résolutions contraignantes relatives au climat, soumises par le conseil d'administration et l'ONG Share Action. Les deux résolutions visaient à aligner la prestation des services financiers de la banque sur les objectifs et le calendrier de l'Accord de Paris, mettaient l'accent sur les clients des secteurs de l'énergie et de l'électricité, et demandaient que la société rende des comptes sur ses progrès par rapport aux cibles chaque année à partir de 2021. Les deux propositions avaient les mêmes objectifs, mais celle du conseil recommandait d'orienter les clients, secteur par secteur, vers les objectifs de l'Accord de Paris tandis que celle de l'actionnaire réclamait l'élimination progressive des clients qui ne vont pas dans le sens de l'Accord de Paris.

Fidelity a échangé avec le conseil d'administration et avec l'actionnaire pendant plusieurs mois avant l'AGA. Au début, nous avons examiné les deux propositions, les objectifs généraux des proposant, l'approche ESG de la banque et les changements récemment apportés à cette approche, ainsi que la faisabilité de la mise en œuvre d'une de ces résolutions ou des deux. Les deux propositions ayant de nombreux points communs, nos dernières interventions visaient à encourager les deux parties à réfléchir à une proposition commune. Nous avons été déçus de voir qu'aucun accord n'a été trouvé.

Estimant que le fait de demander au conseil de suivre deux voies différentes pour le même objectif présentait des risques, nous avons décidé d'appuyer une seule résolution, dans l'intérêt des actionnaires. Après de longues délibérations, nous avons conclu que la proposition du conseil, qui privilégiait le dialogue, secteur par secteur, était préférable et que le cadre de divulgation proposé obligerait l'entreprise à rendre régulièrement des comptes aux actionnaires. Toutefois, nous voulions reconnaître l'apport de l'actionnaire et avons jugé qu'il serait mal venu de voter contre sa résolution demandant l'élimination progressive des clients qui ne vont pas dans le sens de l'Accord de Paris. Nous avons donc appuyé la proposition du conseil et nous nous sommes abstenus pour la proposition d'actionnaires.

Lors de l'AGA, la proposition du conseil a été adoptée et la résolution d'actionnaire a été rejetée.



Suisse : Société de services financiers

Thèmes : gouvernance d'entreprise, gestion des risques

En février 2020, l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers de la Suisse (FINMA) a ordonné à la société de prendre une série de mesures en raison de lacunes en matière de lutte contre le blanchiment d'argent. La FINMA a ordonné à la société d'adopter une série de mesures opérationnelles, structurelles et de gestion des RH pour améliorer ses mécanismes de lutte contre le blanchiment d'argent, de mettre en place un système efficace de détection des risques de blanchiment d'argent, de modifier ses politiques de rémunération et de sanction et de créer au sein de son conseil d'administration un comité de gestion des risques.

Fidelity a jugé ces manquements préoccupants. Estimant que le conseil, en particulier son comité de gouvernance et de gestion des risques, a une part de responsabilité à l'égard des manquements en matière de surveillance des risques constatés dans le rapport de la FINMA, nous avons conclu qu'il n'était pas dans l'intérêt des actionnaires d'appuyer la réélection de deux membres de longue date du conseil. Notre objectif était de souligner la responsabilité du conseil à l'égard des manquements constatés et d'éliminer tout obstacle à une enquête interne sur la responsabilité du conseil ou de la direction en lien avec les problèmes de surveillance des risques. Par conséquent, nous avons voté contre la réélection de deux des trois membres du comité de gouvernance et de gestion des risques.

Les deux administrateurs ont été réélus lors de l'assemblée générale annuelle.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec votre représentant Fidelity.



Renseignements importants

Le présent rapport a été fourni par Fidelity Investments Canada s.r.i. (Fidelity) à titre informatif seulement. Il comprend des exemples d'activités de gérance entreprises par Fidelity et FIL Limited (Fidelity International) seulement et l'information est à jour à la date de publication. Le rapport peut faire référence à des critères ESG que Fidelity et Fidelity International peuvent intégrer dans leur processus de placement. Il n'est pas représentatif de toute autre approche employée par Fidelity Investments, ses sociétés et ses sous-conseillers, y compris Fidelity Management & Research Company LLC, FIAM LLC, Geode Capital Management, LLC et State Street Global Advisors Ltd, en matière de facteurs ESG, de gérance et d'investissement durable, que ce soit expressément ou d'une manière générale.

Fidelity International se rapporte au groupe de sociétés qui constitue l'organisation mondiale de gestion des placements et fournit les renseignements sur les produits et services dans les territoires à l'extérieur de l'Amérique du Nord. Ce rapport ne s'adresse pas aux personnes se trouvant aux États-Unis et ces dernières ne doivent prendre aucune décision en fonction de l'information qu'il contient; le contenu est uniquement destiné aux personnes qui résident dans les territoires où la distribution des fonds correspondants est autorisée, ou dans lesquels cette autorisation n'est pas nécessaire.

Tout placement dans un fonds en gestion commun ou fonds d'investissement peut donner lieu à des commissions, des commissions de suivi, des frais de gestion, des frais de courtage et des charges. Veuillez lire attentivement la notice d'offre avant d'investir. Leur valeur est appelée à fluctuer fréquemment, et les investisseurs pourraient réaliser un profit ou subir une perte. Le rendement passé pourrait ou non être reproduit.

Au sein de sa division de gestion d'actifs, Fidelity a créé une équipe entièrement consacrée à l'investissement responsable afin de faciliter l'intégration des facteurs ESG dans nos pratiques de placement. L'équipe de l'investissement responsable pilote les actions de dialogue et l'exercice des droits de vote par procuration au nom des fonds et des comptes gérés par Fidelity et Fidelity International ou pour lesquels Fidelity et Fidelity International agissent à titre de conseillers.

Les énoncés contenus dans ce rapport sont fondés sur des renseignements jugés fiables. Si ces renseignements reposent sur de l'information provenant, en tout ou en partie, de tiers, Fidelity, ses sociétés affiliées et les entités qui lui sont apparentées ne peuvent garantir qu'ils sont en tout temps exacts, complets et à jour. Ils ne peuvent être interprétés comme des conseils en placement ou des conseils d'ordre fiscal ou juridique. Ce rapport ne constitue pas : 1) une distribution, ni une offre ou une sollicitation de recourir aux services de gestion de placements de Fidelity ou de ses sociétés affiliées; 2) une sollicitation ou une offre d'achat ou de vente de titres dans tout territoire ou pays où une telle distribution ou une telle offre ne sont pas autorisées ou contreviendraient aux lois et règlements régionaux; et 3) une déclaration que le contenu présenté est pertinents dans toutes les régions ou que les opérations ou les services qui y sont mentionnés sont disponibles ou appropriés pour la vente ou l'utilisation dans tout pays ou toute juridiction, ou par tout investisseur. Les graphiques et les tableaux sont uniquement présentés à titre d'exemple et ne visent pas à refléter les valeurs ni les rendements futurs d'un placement dans un fonds ou dans un portefeuille, quel qu'il soit. Toute stratégie de placement doit être évaluée en fonction des objectifs de placement et de la tolérance au risque de l'investisseur. Fidelity Investments Canada s.r.i., ses sociétés affiliées et ses entités apparentées n'assument aucune responsabilité en cas d'erreurs ou d'omissions ou en cas de pertes ou dommages. Il est interdit de le reproduire ou de transmettre cette présentation à quiconque sans l'autorisation préalable de Fidelity.

De temps à autre, un gestionnaire, analyste ou autre employé de Fidelity ou de Fidelity International peut exprimer une opinion sur un engagement, une société, un titre, un secteur ou un segment du marché. Les opinions exprimées par ces personnes représentent un point de vue personnel à un moment donné et ne constituent pas nécessairement le point de vue de Fidelity, de Fidelity International ou de toute autre personne au sein de ces organisations. Ces opinions sont susceptibles de changer à tout moment en fonction de l'évolution des conditions et d'autres facteurs, et Fidelity et Fidelity International déclinent toute responsabilité en ce qui a trait à la mise à jour de ces points de vue. Ceux-ci ne peuvent être considérés comme des conseils en placement ni comme une indication de l'intention de négociation visant un fonds ou un portefeuille, notamment car les décisions de placement relatives aux fonds et aux portefeuilles sont prises en fonction de nombreux facteurs. De plus, toute référence dans le présent document à des titres en particulier ne doit pas être interprétée comme une recommandation d'achat ou de vente de ces titres.

Les énoncés prospectifs reposent sur l'information disponible à la date indiquée. Fidelity et Fidelity International déclinent toute responsabilité en ce qui a trait à la mise à jour de ces énoncés prospectifs. Les événements réels peuvent différer de ceux anticipés par Fidelity ou par Fidelity International lors de l'élaboration des énoncés prospectifs. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs, y compris tout rendement projeté ou autre renseignement, se concrétiseront ou que les conditions et rendements réels ne seront pas sensiblement différents ou moins favorables que ceux présentés dans le rapport.

